

COMMUNISTE FRANÇAIS

sme de gauche

« La récente déclaration faite par de Gaulle nous éloigne toujours plus de la solution du problème algérien. Il refuse de négocier avec ceux contre lesquels on se bat. Il ne parle plus d'un « cessez-le-feu ». Il nie la réalité de cette nation algérienne dont nous signalons la formation il y a vingt ans déjà. Il subordonne tout à l'écrasement des combattants algériens, qu'il appelle la « pacification ».

« Dans ces conditions, la promesse de l'autodétermination ne constitue qu'une manœuvre politique. » (L'Humanité, 28-9-1959).

En réalité les divergences ne doivent pas porter sur les déclarations algériennes de de Gaulle, mais sur la politique d'ensemble à adopter vis-à-vis du régime. Et certains peut-être répugnent à admettre que la détente internationale signifie rapprochement du Parti avec la V^e République. Que l'on se souvienne des termes dans lesquels Thorez stigmatise le Bureau Politique qui, ayant pris la décision que les conseillers municipaux assisteraient à la réception d'Eisenhower organisée par la municipalité de Paris (avec la présence de de Gaulle) n'a pas pu en assurer l'application :

« Il faut dire que nous avons considéré comme une faute de ne pas avoir assisté complètement à la réception d'Eisenhower à l'Hôtel de Ville, malgré la décision du Bureau Politique qui avait voulu que les élus de la Région parisienne, conseillers municipaux et conseillers généraux, soient présents. C'était une opération erronée; je l'ai également critiqué dès mon retour. Je veux dire que le Bureau Politique avait pris une juste décision, mais qu'il n'a pas su en assurer l'application. » (L'Humanité, 11 novembre.)

LES MILITANTS DU P.C.F. EN FACE DU TOURNANT

Mais trêve d'hypothèses sur les remous au sein de la haute direction.

Les militants de base sont, eux, nous pouvons le dire, réellement inquiets. Non pas qu'ils condamnent explicitement ou Maurice Thorez ou la résolution du Bureau Politique incriminée, mais parce que nombre d'entre eux ne peuvent pas ne pas se reporter quinze ans en arrière où le même Thorez sombra dans l'opportunisme de la participation gouvernementale qui permit à la bourgeoisie de souffler et de reprendre l'initiative dont le couronnement fut l'investiture de de Gaulle.

Ne va-t-on pas nous refaire ce coup-là? Notre attitude ne va-t-elle pas s'accroître dans le sens d'un rapprochement avec la V^e République? Ne risque-t-elle pas de renforcer la popularité de de Gaulle et même celle de Guy Mollet, et de compromettre notre lutte pour le socialisme? — Tels sont les propos que l'on peut entendre dans le P.C.F.

C'est en vue de prévenir le mécontentement des militants que dans la dernière période la presse du P.C.F. a multiplié les alibis. Etienne Fajon rédige en ce moment même une série d'articles dans L'Humanité sur le « Programme des Communistes ». A la lecture attentive, il n'est pas difficile de se rendre compte que sa prose est en retrait par rapport aux passages correspondants des documents adoptés du 15^e Congrès. Pierre Courtade, de son côté, accumule lui aussi les griefs contre le régime gaulliste, parfois avec justesse et véhémence. Mais c'est pour conclure en ces termes : « ...au fait tant pis. Le jour vient où il faut quand même reconnaître le droit du peuple algérien à l'autodétermination. Le jour vient où il faut quand même inviter Khrouchchev en France. Le jour vient où tout en croyant et en proclamant que les hommes ne changeront jamais et qu'il y aura toujours des guerres, il faut quand même tenir compte de la volonté et de la puissance grandissante des Etats et des peuples pacifiques. Le jour vient quand même où il faut se soumettre à la réalité... ou se démettre. » (L'Humanité du 2 décembre.)

C'est bien là une description de l'opposition constructive.

Benoit Frachon, membre du Bureau Politique du P.C.F. au Comité Confédéral National de la C.G.T., a certes proclamé : « Mais notre satisfaction (voyage de Khrouchchev en France) ne signifie en aucune manière l'intention d'abandonner la lutte de classe à laquelle nous obligent les conditions du régime capitaliste et plus encore le régime de pouvoir personnel actuel. » (L'Humanité du 7-12-1959.)

Fort bien. Mais Benoit Frachon pourrait-il nous expliquer le demi-échec du mouvement de 24 heures du 2 décembre dans les Postes? « Dans certains bureaux de poste où la quasi totalité des facteurs sont cégétistes, il n'y a presque pas eu de grévistes, pouvait écrire le Journal des Echos dans son numéro du 3 décembre ». Mais il y a plus.

Les syndicats F.O. de la R.A.T.P. avaient proposé de lancer en commun le mot d'ordre de grève de 24 heures. Les syndicats C.G.T. ont écarté cette proposition. Pour quelles raisons? C'est ce qui, pour le moins, n'est pas clair et que la direction confédérale ne paraît pas vouloir éclaircir.

Le Comité Central du P.C.F. va se réunir après-demain. On pourrait faire état de l'ordre du jour (les revendications) pour nous opposer l'intention de la direction de diriger la lutte de classe indépendamment de la diplomatie du gouvernement de l'U.R.S.S. Nous verrons bien, mais il faut s'attendre, comme en témoigne les faits que nous venons de relever, à une opération de diversion.

C'est Casanova qui, à la Grange-aux-Belles, s'efforça de répondre le plus complètement aux militants désorientés. Il leur servit une ration de perspectives et de socialisme. Mais, pour rester dans la ligne, il dut décrire le chemin qui y conduit en termes vivement idylliques : effet magique de la propagande et de la lutte idéologique. Plus de perspectives de luttes pénibles, violentes contre l'appareil bourgeois. Par la seule vertu des progrès économiques de l'U.R.S.S., la bourgeoisie va se laisser faire : « Nous pouvons maintenant aller dans les masses avec des arguments simples qui vont au-devant des traditions démocratiques et pacifiques. » (L'Humanité, 12 novembre.)

Thorez avait dit quelques jours plus tôt qu'il ne comprenait pas que certains adhérents soient désorientés. La voilà bien la manière de désorienter la classe ouvrière et le parti, en leur contant que les obstacles vont s'évanouir sous l'effet des explications et de la lutte idéologique.

La défaite de l'année dernière a été suivie d'une démoralisation certaine de cadres ouvriers. En réalité, ces propos des grands dirigeants ne font qu'ajouter à cette démoralisation. Ils compromettent même ainsi l'objectif illusoire qui figurait dans le programme adopté au 15^e Congrès : la « démocratie renouée ». Tout ce langage fait figure de caution à la passivité actuelle de la classe.

Les résistances viendront principalement des militants syndicaux, gênés dans la lutte pour les salaires par la politique d'ensemble du P.C.F. Il en existe déjà des indices sérieux. Malgré les aptitudes mondaines de Thorez, les responsables syndicaux de l'Alsthom à Belfort ont fait savoir à de Gaulle visitant leur usine qu'ils ne voulaient pas y être pour jouer le rôle des « pots de fleur » de réception. (L'Humanité, 19 novembre, compte rendu du voyage de de Gaulle dans l'Est.)

Ce ne sont pas les paroles de Casanova mettant avec beaucoup d'insistance l'accent sur la politique extérieure qui les rassurera : « D'autre part, la situation intérieure apparaît dominée par les changements intervenus à propos de la guerre d'Algérie et de la politique extérieure. Ce ne serait pas trop dire que nous sommes entrés dans une nouvelle période. » (L'Humanité, 12 novembre.)

L'impudence de l'intervention de Thorez montre que s'il sent le danger, il ne se juge pas menacé. La situation objective en effet lui est plutôt favorable. La perspective, dans l'immédiat, n'est pas celle de très grandes luttes généralisées, qui seules peuvent constituer l'aliment indispensable, sans lequel l'opposition embryonnaire et confuse ne pourra se transformer en une opposition intérieure de gauche massive.

Bref, Thorez aborde le tournant dans des conditions plus favorables pour lui qu'il ne le fit en 1944 et en 1953 (lutte nationaliste contre la C.E.D.) et au moment même du vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Présentement la classe ouvrière n'est pas prête à se mobiliser comme elle aurait pu le faire, comme elle avait commencé à le faire dans les périodes dont nous rappelons le souvenir.

Les masses ne bougent pas; beaucoup sont affectés d'un désintérêt politique, mais il y a un nombre non négligeable de militants, y compris de militants du P.C.F., qui posent des questions, que la défaite de mai 1958 incite plus à la réflexion que ne le faisaient les activités faciles des précédentes époques, réflexion qui mine irréversiblement le prestige de la direction actuelle.

Les liens entre la base et la direction du P.C.F., déjà affaiblis depuis plusieurs années, le seront davantage encore à la suite de l'attaque de Thorez contre le Bureau Politique, qui ne rehaussera ni son prestige ni celui du reste de cet organisme.

D'autre part le vieillissement du P.C.F. a aussi pour résultat qu'il n'y manque pas de membres qui se souviennent de l'époque de la Libération et qui ont plus ou moins le sentiment qu'on a « loupé le coche ».

L'esprit critique qui s'est développé trouvera matière à se nourrir et à se développer plus encore. Il n'est plus d'intervention de Thorez au C.C. où il ne mentionne des opposants — qu'il ne peut plus aisément chasser comme jadis. Aussi, le nouveau tournant, tout en ayant des résultats pernicieux à l'échelle de la classe, en même temps permettra aux meilleurs des militants, aux plus combattifs d'entre eux, de mieux comprendre la nature profondément opportuniste de la politique de leur parti. Il faut intervenir pour contribuer à favoriser cette compréhension.

Les interventions des trotskystes, aujourd'hui, ont pour but de préparer le maximum de militants pour aborder favorablement, à une autre étape, la remontée révolutionnaire qui seule mettra vraiment en difficulté ceux qui président aux destinées du communisme en France depuis bientôt trente ans.

R. MERLIN.